

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. 13.50

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. 15 fr.

La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

BOURSE DE PARIS DU 4 DÉCEMBRE Cours à terme de 12 h. 15 communiqués par MM. A. MAIRE et H. BLUM, 60, rue Richelieu, Paris.

Table with columns: VALEURS, Cours du jour, Cours précéd.

Table with columns: BOURSE DE PARIS (Service gouvernemental), 4 DÉC., 3 DÉC.

Table with columns: Service particulier du Journal de Roubaix, 4 DÉC., 3 DÉC.

DEPECES COMMERCIALES New-York, 4 décembre.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et C<sup>o</sup>, représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymouzeux.

Havre, 4 décembre Ventes 400 b. Marché calme, facile.

ROUBAIX, le 4 DÉCEMBRE 1878

Bulletin du jour Les nouvelles reçues à Londres sur les événements de l'Afghanistan sont de moins en moins favorables.

Feuilleton du Journal de Roubaix du 5 Décembre 1878.

L'INCENDIAIRE

PAR ÉLIE BERTHET XIII L'ACCUSATION (Suite) Noël les accompagna jusqu'à la porte de la rue. Il avait peine à se tenir sur ses jambes, n'entendant pas ce qu'on lui disait et répondait tout de travers.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

INSERCTIONS: Annonces: la ligne. 20 c.

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. OUDART, Libraire, Grand-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITTE et C<sup>o</sup>, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITE.

faites pour rétablir les communications, mais elles ont échoué. Les Afghans occupent les hauteurs qui commandent les défilés, et de 7.000 pieds d'élévation ils lancent des masses de rochers qui arrêtent naturellement les troupes anglaises qui tentent de franchir le passage.

Les dépêches du quartier général déclarent que les Anglais sont surpris de la précision de l'artillerie afghane. Ce détail a bien son importance, il prouve que les troupes de l'Emir ont des canons perfectionnés et des pointeurs élevés à une bonne école.

Les renseignements qui arrivent depuis trois jours de l'Inde, ont produit à Londres une émotion d'autant plus vive qu'on avait tout d'abord exagéré l'importance des succès obtenus dès les premiers jours. Aujourd'hui on commence à s'apercevoir que la campagne contre Caboul ne sera pas une simple promenade militaire et qu'il va falloir remanier de fond en comble le plan arrêté d'avance par le conseil de guerre de l'Inde, plan dans lequel on ne paraît pas avoir tenu un compte suffisant des moyens de résistance de l'Emir.

La première modification à ce plan est l'abandon du projet qui consistait à envoyer une colonne de Queltats sur Kandahar. Les troupes concentrées à Queltats vont être immédiatement dirigées sur Ali-Musjid afin de renforcer le corps commandé par le général Roberts. D'autre part on va diriger sur le même point la division de réserve du général Mando pour rétablir le libre passage à travers le défilé de Kayber et d'empêcher les Afghans de couper à chaque instant les communications des troupes anglaises.

On commence à comprendre à Calcutta et à Londres que ce n'est pas avec une armée de 30.000 hommes que l'on pourra vaincre les Afghans; aussi des ordres ont-ils été donnés pour doubler et tripler ces forces dans le plus bref délai possible. Le prestige de l'Empire indien est en jeu dans cette lutte et il faut à tout prix que l'Angleterre sorte victorieuse de cette campagne entraînée si maladroitemment au moment où le cabinet Anglais commettait faute sur faute dans les affaires d'Orient en Europe.

Nous ne mentionnons que pour mémoire une dépêche de Saint-Petersbourg, en date d'hier et annonçant un fait grave qui mérite confirmation. D'après cette dépêche l'armée du général Kowaleski forte de 23 mille hommes avec 48 batteries d'artillerie serait partie de Samarkande pour se rendre sur la frontière Afghane avec l'ordre d'appuyer l'Emir dans le cas où Caboul se trouverait menacé par les Anglais. D'autres avis prétendent que depuis plusieurs semaines déjà ce mouvement est opéré et que le général Kowaleski se trouve à proximité des événements.

Le langage de la presse russe est très-agressif contre l'Angleterre; et les feuilles de Londres accusent hautement la Russie de perfidie. Est-ce que nous allons assister au fameux duel de l'Élé-

phant et de la Baleine suivant la pittoresque prédiction de M. de Bismarck.

Il y a quelques jours, après avoir jeté un rapide coup d'œil sur l'état présent de l'Europe, nous recommandions la prudence au gouvernement et au parti républicain. Le mouvement de réaction provoqué sur le continent par les attentats dont les souverains d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne ont été ou ont failli devenir les victimes, a donné naissance à un état de l'opinion dont il serait souverainement impolitique de ne pas tenir compte.

Il faut songer que la République, qui est chez nous la forme acceptée et régulière du gouvernement, est considérée, dans tout le reste de l'Europe, la Suisse exceptée, comme synonyme de révolution. De là à regarder notre pays comme le foyer où s'allument le socialisme européen et où les assassins viennent forger leurs armes, il n'y a évidemment qu'un pas.

Mais de ce que les circonstances ont créé en Europe certaines difficultés de situation dont le gouvernement et le parti républicain sont forcés de tenir compte, il ne s'ensuit pas qu'il faille présenter l'Europe comme prête à serfer contre nous les liens d'une coalition qui aurait pour objet le renversement de la République. Quelques-uns de nos confrères ont donc été beaucoup trop loin, à notre avis, en représentant à leurs lecteurs les liens de cette coalition comme déjà tout formés.

Il est des arguments que les entrainements de la polémique ne nous autorisent jamais, en ce qui nous concerne, à employer; ce sont ceux qui ont pour résultat indirect de faire intervenir dans nos débats intérieurement l'opinion et la menace de l'étranger.

Nous savons bien que les organes du parti républicain, ont commis, sous le 16 mai, la faute de tomber dans ces excès de polémique. Nous savons bien qu'ils nous ont représenté l'Europe comme prête à se coaliser contre l'esprit de réaction politique et clérical dont le 16 mai était, disaient-ils, aux yeux de l'Europe, la représentation vivante et détestée.

Nous avons protesté au nom du patriotisme contre ces écaris de langage, et nous sommes trop conséquents avec nous-mêmes pour ne pas blâmer aujourd'hui chez les conservateurs des exagérations toutes semblables à celles que nous avons blâmées chez leurs adversaires.

Le gouvernement républicain n'aura pas à redouter le danger dont on le menace aussi longtemps qu'il persévérera dans les voies de la sagesse et de la modération.

Il restait alors, il est vrai, aux journaux dont nous blâmons les exagérations de langage la ressource de prétendre que l'animadversion de l'étranger contre la République grandirait de tout le succès qu'aurait obtenu sa modération et sa sagesse. Ce serait comme un dilemme dont il serait bien difficile au gouvernement républicain de sortir. « Vous êtes en danger, lui dirait-on, s'il cessait d'être sage, parce que vous menacez l'Europe tout entière de la contagion anarchique qui vous dévore; et, si vous êtes sage, le danger dont vous nous menacez est cent fois plus grand encore, car ce que nous craignons par-dessus tout pour les populations que nous tenons sous notre empire, c'est la

contagion, c'est la séduction toute puissante de votre exemple. » Mais il suffit de poser les termes d'un pareil dilemme pour montrer qu'il n'y a rien de fondé dans les prétendus desseins dont on nous menace. Tout cela n'est pas plus réel que les périls imaginaires que le 16 Mai devait, disait-on, attirer sur notre tête.

La vérité est que personne ne songera à nous menacer aussi longtemps que nous ne serons pas nous-mêmes un sujet de menace. La vérité est encore que si un ou plusieurs gouvernements commencent la faute impardonnable de renouveau libre faite la déclaration de Pillnitz, ils soulèveraient contre eux l'indignation unanime de tous les bons Français, sans distinction de parti.

Nous sommes en République, soit, et on nous permettra bien de dire, en ce qui nous concerne, que nous n'y sommes pas par choix. Nous n'avons pas cessé de considérer la monarchie constitutionnelle comme une forme du gouvernement libre infiniment supérieure à la forme républicaine. Mais un jour où la République serait menacée par l'étranger, du jour où viendrait d'audehors des Vosges une menace à l'adresse du gouvernement que la France s'est, à tout prendre, librement donné, ce jour-là la République n'aurait pas de défenseurs plus ardents et plus dévoués que nous. (Moniteur.)

LETTRES DE PARIS

(Correspondance particulière) Paris, 3 décembre.

Certains organes du groupe constitutionnel insistent sur l'éventualité d'une révision du pacte fondamental et présentent même que cette éventualité se réaliserait le 14 janvier. Ce serait l'affaire de « quelques heures ».

Un message présidentiel proposerait la révision aux deux chambres, qui l'accepteraient, séance tenante, par des votes séparés. Puis, aussitôt, réunies en Congrès, elles décideraient les modifications à la Constitution, sur lesquelles on serait, d'ores et déjà, d'accord.

Cette perspective est grave. Ce qui l'est plus encore peut-être, c'est la tranquillité avec laquelle les organes constitutionnels l'envisagent, comme s'ils en avaient, d'avance, pris leur parti. C'est le cas de demander quelles garanties, quelles promesses les rassurent à ce point?

La presse républicaine reproche à la droite du Sénat le retard qu'éprouve, devant cette Assemblée, la discussion du budget.

Deux simples observations: La gauche a la majorité dans la commission des finances de la haute Chambre.

L'intérêt évident des sénateurs sortants, appartenant presque tous à la droite, serait, au contraire, d'être promptement libérés pour retourner auprès de leurs électeurs.

A cela près, les critiques de la presse républicaine sont fondées.

On lit dans le National: « Nous avons dit que nous regrettions que l'opposition n'ait pas été appelée à prendre sa part de responsabilité dans l'élaboration du budget. On peut répondre, il est vrai, comme l'a fait M. Gambetta hier, que c'est le hasard qui préside au tirage au sort des bureaux, et par conséquent, à la formation des commissions; mais il n'en est pas moins vrai qu'on aurait pu s'entendre afin de ne pas laisser à nos adversaires l'ombre

d'un grief légitime. C'est ce qu'on fera l'an prochain, nous en sommes sûrs. »

« Ne peut-on pas faire cette preuve cette année? L'aveu est bon à retenir. »

On lit dans une correspondance républicaine:

« Je vous ai indiqué la combinaison qui attribuerait à M. Fournier, notre ambassadeur actuel à Constantinople, le portefeuille des affaires étrangères, lors des prochains remaniements diplomatiques. Une difficulté se présente, qu'on n'avait pas prévue tout d'abord: M. Fournier n'est ni sénateur, ni député; mais le mal n'est pas sans remède et il est plus que probable que les électeurs sénatoriaux d'Isère-et-Loire donneront le 5 janvier, à M. Fournier l'investiture parlementaire qui lui manque aujourd'hui. En tous cas, sa candidature est dès à présent posée. »

Par l'élection Fournier, les députés sénatoriaux d'Isère-et-Loire sont donc invités à préparer les voies au renversement du ministère actuel.

On dit le gouvernement fort ennuyé du bruit fait autour de l'incident Hirsch. Je crois savoir que c'est là une erreur complète, et voici, d'après mes informations, ce qui s'est passé dans cette affaire.

On a d'abord, hésité à expulser l'Allemand en question, et même après le procès du Congrès ouvrier auquel il était mêlé, on n'aurait probablement toléré en France, n'étaient les derniers événements extérieurs qui viennent de compromettre si gravement le socialisme cosmopolite. Ces événements ont fait revenir la question Hirsch en conseil, et là plusieurs ministres, entre autres MM. Dufaure et Waddington, auraient énergiquement insisté pour l'expulsion, dit-on, celle-ci méconnaissant les enfants perdus de la démocratie.

La mesure une fois arrêtée, on n'est aucunement fâché qu'elle ait le plus de retentissement possible, car ce retentissement même servira d'argument auprès de la diplomatie étrangère. Les clamateurs de la presse radicale intransigente feront d'autant mieux ressortir la fermeté et le bon vouloir de nos gouvernements qui n'hésitent pas à encourir les récriminations d'une partie de la gauche pour donner des gages aux idées de conservation, etc., etc. M. de St-Vallier, notamment saura broder sur ce thème les plus belles variations.

En outre, l'aventure du citoyen Hirsch donnera à réfléchir aux socialistes expulsés d'Allemagne, qui auraient bien pu se réfugier chez nous. Oh ils ne viendront pas, ou, s'ils viennent, on leur dira: « Faites en sorte que nous ignorions votre présence, afin de n'être pas obligé d'y mettre un terme. »

De toute façon, on le voit le bruit fait à propos de cette expulsion sert les calculs de nos gouvernements opportunistes, au lieu de les incommoder.

DE SAINT-CHÉRON,

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance de M. GREVY.

Séance du 3 décembre

La séance est ouverte à 2 h. 30.

À l'occasion du procès-verbal, le ministre de la marine maintient que le Duguesne, construit par l'État, a coûté moins cher que le Tourville construit par l'industrie privée.

M. Farcy réplique en invoquant les pièces officielles.

Le ministre répond qu'il n'y a pas d'erreur possible.

L'incident est clos.

Le procès-verbal est adopté.

La Chambre valide l'élection de M. Jérôme David à Bazas et reprend la discussion du budget des recettes.

M. Borriglione demande la suppression de l'impôt sur les huiles.

M. Léon S'y répond que la proposition qu'il fait lui-même tend à abroger cet impôt.

M. Collère appuie l'amendement de Borriglione.

M. Wilson repousse l'amendement au nom de la commission.

M. Haentjens monte à la tribune. (Cris: aux voix!)

M. Haentjens demande à élargir le débat et dit qu'il veut rappeler M. Léon S'y aux principes dont il paraît s'écarter.

L'orateur demande le renvoi à la commission du budget.

M. Tirard répond que la commission a étudié sérieusement la question.

Il déclare que le gouvernement républicain a été forcé de trouver des ressources pour combler le déficit créé par l'Empire (Vives et bruyantes protestations).

Après quelques observations de MM. Rouher et Tristram, un scrutin est ouvert sur l'amendement de M. Borriglione, qui est rejeté par 243 voix contre 215.

M. Lockroy dépose un projet relatif à la bibliothèque nationale.

M. Dréo demande que l'impôt sur les huiles soit supprimé à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1879.

M. Wilson combat cet amendement, qui est rejeté par 250 voix contre 129.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 et 5 sont également adoptés.

Sur l'article 7, M. Colbert Laplace demande la suppression des 45 centimes additionnels généraux qui sont compris dans les contributions des patentes.

M. Wilson combat l'amendement. M. Colbert Laplace insiste.

L'amendement est rejeté et l'article 7 est adopté.

M. Andrieux développe un article additionnel tendant à réduire l'impôt sur les contributions civiles.

Relevant une objection faite par un membre de la gauche qui dit qu'il serait inopportun de dégrever les cercles catholiques, M. Andrieux déclare que les doctrines et le langage contre-révolutionnaire des cercles catholiques, n'empêcheront pas la Chambre de réduire un impôt fâcheux et improdond.

L'orateur ajoute que, d'ailleurs le ministre des finances se désintéresse de la question.

M. Andrieux conclut en demandant le dégrevement spécial des cercles ouvriers.

M. Gambetta combat l'amendement comme tendant à établir la division des classes.

Il dit qu'il faut attendre la réforme de la législation sur le droit de réunion et d'association.

M. Gambetta ajoute, relativement aux cercles catholiques, qu'il faudra regarder à très près ces associations qui, selon l'orateur, jouissent aujourd'hui de toutes les immunités et ne sont pas même françaises.

greur et de vieillesse; au lieu de cela, tu bois du matin au soir, tu jettes l'argent au vent... Je ne sais ce qui me retient de l'étrangler!

Notes que la Belle Américaine était faible, grêle, et que l'Hercule l'eût broyée d'un seul coup de poing. Mais elle exérait sur lui un ascendant remarquable, et jamais l'idée n'était venue au salimbanque d'employer sa force contre sa chétive compagne. Il répliqua d'un ton confus, en s'asseyant sur le narchepied de la voiture:

— Ne te fâche pas, Marion. Tu sais bien que nous avons promis de nous cacher quelque part, jusqu'à ce que l'on sache comment tournera une certaine histoire... Alors que veux-tu qu'on fasse? On s'embête à mort et on a l'idée d'aller boire quelques sous d'eau-de-vie... Rien ne nous presse de partir... Et puis, Marion, poursuivait l'ivrogne en clignant des yeux, ne crois pas que je t'ai oubliée? Je t'apporte là part pour tes maux d'estomac.

Il tira de sa poche un petit flacon d'eau-de-vie, le déboucha et en lampa quelques gorgées, afin sans doute de s'assurer si la liqueur ne s'était pas avariée pendant le trajet. La Belle Américaine ou Marion, comme on verra, se précipita sur lui et lui arracha le flacon en s'écriant:

— Sans cœur, n'en as-tu pas assez?... Puisse c'est ma part!

(A suivre.)

se hâta d'écrire deux lettres: l'une, pour M. de Lovedy, lui annonçant que sa belle-sœur et sa nièce, retenues à Vauvray par des affaires importantes, ne retourneraient pas à Bligny jusqu'à nouvel ordre, l'autre destinée à la femme de chambre, lui ordonnant de rapporter chez Perrin les effets que ses maîtresses avaient laissés au château. Ces lettres terminées, on les remit au cocher Bernardin, qui stationnait toujours à la porte de la maison avec la voiture, et on lui intima l'ordre de repartir sur-le-champ.

Livrées à elles-mêmes, les deux dames parurent effrayées de leur action.

— Ah! maman, que va-t-il arriver? disait Adrienne; cet Hector ne recule devant rien, et il est si mauvaise tête!

D'autre part, Perrin pensait, en regardant son cabinet:

— Je suppose Lovedy d'être un véritable scélérat... Dans tous les cas, c'est un homme rusé, plein de ressources... il ne peut manquer de nous servir bientôt quelque plat de son métier.

XIV LA CARRIÈRE.

A une lieue environ de Vauvray, au bord d'une vallée qu'arrose l'Yonne, s'élevait, comme un mur immense, une ligne de rochers. Autrefois, on en a exploité la pierre, et ça et là, semblables à de grandes bouches béantes, s'ouvrirent les entrées de carrières abandon-

nées. Quelques-unes sont déjà obstruées de ronces et d'arbustes parasites; d'autres semblent inabordable par suite d'éboulements extérieurs et intérieurs. Une route jadis assez fréquentée, mais devenue presque déserte depuis l'établissement d'un chemin de fer, passe aux pieds de ces rochers. Néanmoins, sauf quelques pauvres habitations qu'on entrevoit dans le feuillage au fond de la vallée, sauf les trains de bois qui descendent souvent la rivière, avec leur cortège de bruyants travailleurs, le paysage est solitaire, silencieux, presque sauvage.

C'est dans une de ces anciennes carrières, la plus écartée et la plus inabordable de toutes, que nous allons retrouver plusieurs personnages déjà connus de nos lecteurs.

La voûte de celle-ci, malgré les broussailles qui l'encadraient, était assez haute pour admettre un chariot chargé, et la voiture des salimbanques de Vauvray s'était établie près de l'entrée de l'excavation depuis plusieurs jours. Cette voiture, comme nous savons, était elle-même une véritable maison mobile où la troupe entière pouvait se loger et dormir. Pour plus de commodité, on avait installé extérieurement le fourneau de la cuisine à quelques autres ustensiles de nature encombrante. Au fond, dans l'obscurité de la carrière, des branches et des blocs de roche formaient une sorte d'écurie pour un vieux cheval, si maigre, si rogneux, qu'on se demandait par quel prodige il avait pu

travailler jusque-là le lourd véhicule, à travers les ravins et les ronces.

Telle était la retraite que la troupe « incomparable » eût choisie. Déjà, elle se bécotaient de ses triomphes passés, à moins qu'elle n'eût de motifs particuliers pour ne pas attirer l'attention sur elle en ce moment.

Du reste, elle se composait plus que des trois personnes qui paraissaient former une seule famille: d'abord l'Hercule, chef souverain de l'association, puis sa femme, la Belle Américaine, et enfin Zozo le Disoqué, leur fils ou soldat tel. Tout ce monde n'était plus paré des costumes à paillettes destinés aux représentations publiques, ni même des habits à peu près propres que l'on revêtait à la villa. La Belle Américaine, en jupon court et les jambes nues, avait l'apparence d'une bohémienne; l'Hercule cachait l'ampleur maîtresseuse de son torse sous une blouse bleue. Quant à l'enfant, son costume consistait en une chemise et une caleçon; il avait les pieds nus, dans des bottines jadis rouges, déshabillées et décolorées par un trop long usage.

Malgré cet extérieur misérable, la bande ne paraissait pas condamnée à une trop rigoureuse abstinence dans son isolement. Aussitôt après son arrivée, l'Hercule, qui connaissait très-bien le pays, était monté sur le cheval, s'était rendu dans un gros village, situé sur l'autre revers des rochers, et avait acheté de nombreuses provisions, tant

solides que liquides. On vivait donc plantureusement, et les paysans qui passaient par hasard sur la voie publique, à une certaine de pas de la carrière, auraient pu sentir l'odeur des rognons épicés que confectionnait la Belle Américaine sur son petit fourneau Sans doute aussi on ne manquait pas d'argent, car souvent le chef de famille se glissait vers les cabarets borgnes les plus rapprochés de sa demeure temporaire, et après y avoir fait d'assez longues stations, rentrait les yeux rouges, le teint enflammé, d'un pas incertain.

Il était dans cet état de demi-ivresse, un jour qu'il revenait à la carrière, de l'ivresse, même incomplète, pouvait être fort redoutable chez un homme et cette vigueur et de cette brutalité.

En ce moment, la Belle Américaine, assise sur une pierre, raccommodait un vieux maillot couleur de chair, qu'elle supposait pouvoir être encore de quelque usage, tandis que Zozo était allé faire paître le cheval au bord des chemins. Da premier coup d'œil, la femme reconnut d'où venait l'Hercule; elle mit son travail de côté et se leva impétueusement:

— Encore! s'écria-t-elle en marchant contre son mari avec colère; misérable sac-à-quin, fainéant! n'as-tu pas de honte? Non-seulement nous ne gagnons rien ici, mais encore tu gaspilles l'argent que le bourgeois t'a donné... J'espérais que tu profiterais de cette subaine pour acheter un autre cheval; car le nôtre va crever un jour ou l'autre de mal-